

La Maison Blanche condamne l'emprisonnement d'opposants syriens

WASHINGTON - La Maison Blanche a condamné jeudi dans un communiqué la sentence de deux ans et demi de prison infligée mercredi à Damas à 12 opposants syriens et appelé à leur libération immédiate.

"Les Etats-Unis condamnent la sentence de deux ans et demi de prison infligée à 12 membres du Conseil national de la Déclaration de Damas", écrit la porte-parole de la Maison Blanche, Dana Perino.

"Ce jugement démontre une fois de plus le mépris du gouvernement syrien pour les droits fondamentaux et les libertés de son peuple", poursuit le texte, qui "appelle le gouvernement syrien à libérer immédiatement" les 12 opposants "ainsi que les autres prisonniers politiques".

"La Syrie doit se conformer à ses obligations au terme du Pacte international relatif aux droits civils et politiques" de l'ONU, poursuit le communiqué de la Maison Blanche, ajoutant que "le régime syrien ne peut s'attendre à être traité comme un membre respecté de la communauté internationale s'il poursuit une répression systématique envers ses propres citoyens".

La Cour pénale de Damas a rendu son jugement mercredi au terme d'un procès qualifié d'"inique" par les organisations de défense des droits de l'Homme.

Les opposants sont l'écrivain Ali Abdallah, le médecin Walid Bounni, l'écrivain et secrétaire du Conseil national Akram Bounni, l'ex-député Riad Seif, Fidaa Horani, ainsi que Ahmad Tomeh, Jabr al-Choufi, Yasser al-Iti, Mohammad Haji Darwiche, Marwan al-Ich, Fayez Sara et Talal Abou-Dane.

Au terme d'un procès de moins de trois mois, ils ont été condamnés initialement à six ans de prison pour "avoir affaibli le sentiment national qui porte atteinte à l'image de l'Etat" et "propagé des informations mensongères qui affaiblissent le moral de la nation et nuisent à l'Etat". Mais le juge a ensuite réduit la peine à deux ans et demi de prison.

En 2005, les partis de l'opposition laïque et les Frères musulmans basés à Londres ont signé un texte fondateur intitulé "Déclaration de Damas". Fin 2007, un Conseil national (organe dirigeant) de la "Déclaration de Damas" a été créé en Syrie mais plusieurs de ses membres ont ensuite été arrêtés.

Ce procès, qui s'était ouvert le 30 juillet, était le plus important procès d'opposants depuis celui de 2001, où 10 opposants avaient été jugés après leur arrestation durant le "Printemps de Damas", du nom de la brève période de liberté d'expression ayant suivi l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad en juillet 2000 après la mort de son père Hafez al-Assad.

(©AFP / 31 octobre 2008 00h42)